

cuisson, cette pomme se compare favorablement, pour les desserts, aux pommes récoltées n'importe où ailleurs dans le monde. Divers importateurs de la Grande-Bretagne ont écrit pour en louer la qualité; ils déclarent qu'ils en achèteraient davantage si nous en avions à vendre.

Je sais que certaines difficultés se posent. On entend dire parfois que la convertibilité sera bientôt possible. Je sais que, quand ce moment viendra, si jamais il vient, ce ne sera qu'à minuit et une minute, un jour ou l'autre, et que, naturellement, personne ne le saura d'avance. L'an dernier, en vertu d'une entente, une somme de \$2,500,000 a été affectée à l'achat d'une certaine quantité de pommes de la Nouvelle-Écosse et d'une plus grande quantité de pommes de la Colombie-Britannique. Comme la récolte sera meilleure cette année, nous espérons qu'on prendra des dispositions à cette même fin.

Mon honorable ami d'York-Ouest a parlé des difficultés relatives aux exportations. J'ai lu dans les journaux anglais que la Grande-Bretagne se préoccupe des obstacles qu'elle doit surmonter pour exporter ses produits au Canada. Nous avons de la difficulté à exporter là-bas nos produits agricoles. Il existe là-bas des droits douaniers de près de 100 p. 100 qui permettent au producteur britannique de vendre ses produits sur le marché local. Je crois savoir que la valeur d'achat du shilling, sur le marché domestique, est restée presque la même, ce qui assure au producteur un énorme avantage.

Je suppose que certaines coteries là-bas ne demandent pas mieux que le maintien du *status quo*. Mais les deux gouvernements devraient trouver moyen de s'entendre et de se rendre mutuellement service en augmentant les échanges de marchandises entre les deux pays de façon que les deux y gagnent et qu'il y ait en circulation plus de livres sterling que jusqu'ici. La Grande-Bretagne a été et demeure un des plus grands marchés traditionnels de l'Est du Canada.

Le ministre devrait avoir l'œil sur le marché des Antilles et faire en sorte que ces pays disposent de plus de livres sterling pour l'achat de produits canadiens sur leur propre marché. Cela aiderait appréciablement les producteurs des provinces Maritimes. Je tenais à signaler ces faits parce que jusqu'ici on a insisté surtout sur le blé et je suppose qu'on y reviendra avant la fin de la journée. Je désirais exposer les réclamations de l'Est du Canada ou du moins les présenter sous leur juste perspective.

Le très hon. M. Howe: Monsieur le président, nous savons tous que, d'habitude, les producteurs peuvent vendre leurs pommes. Ils les ont toujours vendues depuis que je fais

partie du cabinet et je suis sûr qu'ils les vendront l'an prochain. De fait, nous avons reçu de très intéressants messages de l'Angleterre à ce sujet.

M. Herridge: Je désire simplement appuyer les remarques formulées par l'honorable député de Digby-Annapolis-Kings à propos du commerce avec la Grande-Bretagne mais je veux rattacher ces remarques aux pommes de la Colombie-Britannique. Il m'a fait plaisir d'entendre les observations encourageantes du ministre.

M. Noseworthy: Monsieur le président, avant l'adoption du crédit, je me demande si le ministre pourrait nous fournir, sur les perspectives d'aménagement d'un pipe-line entièrement canadien, un peu plus de renseignements que nous en avons donnés le premier ministre lorsque je lui ai posé une question à ce sujet il y a quelques jours. Le premier ministre a simplement répondu qu'on était à étudier trois propositions, que le Gouvernement préférerait la première et que, à défaut de celle-là, il accepterait la proposition n° 2. Il espérait, disait-il, que le Gouvernement n'aurait pas à se contenter de la proposition n° 3. C'est une question très précise. Comme il ne s'agit pas de défense nationale, rien ne devrait être secret à ce sujet.

En répondant à cette question, le ministre pourrait peut-être nous dire si le Gouvernement a songé à subventionner une société particulière à cet égard ou s'il a étudié la possibilité de l'aménagement, de concert avec le gouvernement provincial et les services hydro-électriques, d'un pipe-line d'État?

Le très hon. M. Howe: Je ne suis pas en mesure de donner d'éclaircissements sur la question des pipe-lines; je dois me contenter de dire qu'on étudie à fond toutes les possibilités. J'espère qu'il sera possible de faire part d'une solution avant longtemps mais je ne puis le faire aujourd'hui. Mon honorable ami est plus renseigné que moi s'il sait en quoi consistent les propositions n° 1, 2 et 3; je ne le sais pas.

M. Noseworthy: Moi non plus.

Le très hon. M. Howe: Nous en sommes donc au même point tous les deux.

M. Trainor: Je voudrais demander au ministre de commenter deux points: Il conviendra sans aucun doute que la vente du blé est un de nos plus importants problèmes. Il sait aussi qu'elle se fait par l'entremise d'une demi-douzaine d'établissements internationaux de vente des céréales. Il y a deux maisons en particulier: la *Dreyfuss-Bumge* de France et la *Continental Grain* de Belgique. Il n'existe actuellement aucun établissement cana-